Macro Dev

Macroéconomie et développement
AOÛT 2025 | N° 67

Arménie : Élan démocratique, essor économique et défis de transformation pour une économie sous pression

Auteur
Laura Marie

ÉDITIONS AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Arménie : Élan démocratique, essor économique et défis de transformation pour une économie sous pression

Laura MARIE – mariel@afd.fr
Date de fin de rédaction : 04/07/2025

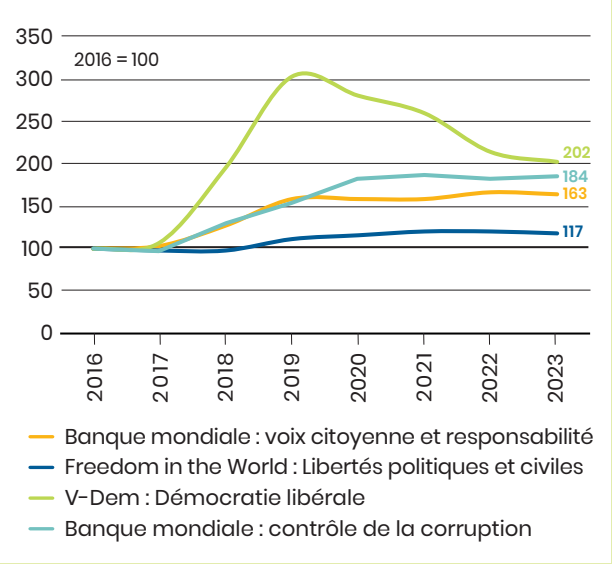
Résumé : La forte croissance économique soutenue par l'afflux de migrants russes en 2022 et 2023 (respectivement 12,6 % et 8,3 %), combinée aux améliorations du cadre macro-budgétaire portées par le programme *Stand-by Arrangement* en cours avec le FMI, se sont traduites par un renforcement des comptes externes et des finances publiques. Depuis 2024, la croissance se relâche légèrement (5,9 %, projection à 4,5 % en 2025) et le pays reste vulnérable à un retournement conjoncturel. Dans le sillage du tournant démocratique amorcé en 2018 avec l'arrivée au pouvoir de Nikol Pachinian, le pays enregistre également des progrès importants en matière de renforcement du cadre de gouvernance. Sur le plan géopolitique, le regain de tensions avec l'Azerbaïdjan en 2020 et 2023 continue de peser sur l'environnement sécuritaire, bien qu'Erevan et Bakou se disent prêts à avancer sur la signature d'un accord de paix. Dans ce contexte fragile, l'Arménie élargit ses partenariats à de nouvelles géographies afin de renforcer sa résilience. Ces avancées ont été saluées par les agences de notation, Fitch et S&P ayant rehaussé la note souveraine de B+ à BB- à l'été 2023. La normalisation de la croissance économique et la montée de l'incertitude au niveau mondial rendent essentielle la poursuite des efforts de consolidation afin de préserver les acquis récents. Le pays reste en effet marqué par des vulnérabilités structurelles, de nature démographique, socio-économique, géographique, et les défis de transformation de son économie sont nombreux : le développement et la diversification de son tissu industriel et productif, l'amélioration du climat des affaires et le développement du capital humain seront des leviers essentiels pour assurer une croissance durable et inclusive à moyen terme.

Thématique : **Macroéconomie**
Géographie : **Arménie**

1. L'Arménie, qui a connu une importante transition politique en 2018, reste marquée par un environnement géopolitique incertain

Avant 2018, le pays se caractérisait par un régime oligarchique et l'espace démocratique apparaissait verrouillé par les intérêts en place. La révolution de velours de 2018 et la victoire de l'opposition guidée par Nikol Pachinian aux élections législatives anticipées de 2018 sur un programme de lutte contre la corruption ont marqué un tournant vers un régime de démocratie libérale. Le système électoral et démocratique s'est renforcé, comme en témoigne l'amélioration des indicateurs V-DEM de démocratie libérale (voir graphique 1), grâce à la transition politique amorcée en 2018 et à la mise en œuvre de réformes majeures en faveur de la transparence de la vie publique, telles que le renforcement du contrôle du financement des partis politiques, la déclaration de patrimoine pour les élus ou encore la publication systématique des postes vacants de la fonction publique sur un portail officiel. Les dernières élections législatives anticipées de 2021 ont été décrites comme relativement « libres et équitables » par les observateurs locaux et internationaux. Les prochaines élections législatives devraient se tenir en juin 2026. En matière de lutte contre la corruption, des réformes ambitieuses ont été menées : adoption d'une stratégie dédiée et création d'une commission anti-corruption ; mise en place d'une juridiction spécialisée ; renforcement de la commission de protection de la concurrence ; soutien aux lanceurs d'alerte ; registre des cadeaux pour les fonctionnaires, améliorant significativement la perception de la corruption (62e rang en 2023, contre 105e en 2018 au classement de Transparency International). Sous l'impulsion d'une Stratégie soutenant les réformes judiciaires et légales (2022-2026), l'état de droit s'est renforcé (*World Governance Indicators* de la Banque mondiale). En revanche, on constate une stagnation des indicateurs d'effectivité du gouvernement ou encore de qualité de la régulation, en raison d'une mise en œuvre encore insuffisante des réformes en matière de qualité des services publics (court-termisme politique, faible capacité institutionnelle, contraintes budgétaires, manque de données).

Graphique 1 : La révolution de velours a marqué un changement de régime politique



Source : Banque mondiale (WGI), Variety of Democracy, Freedom House

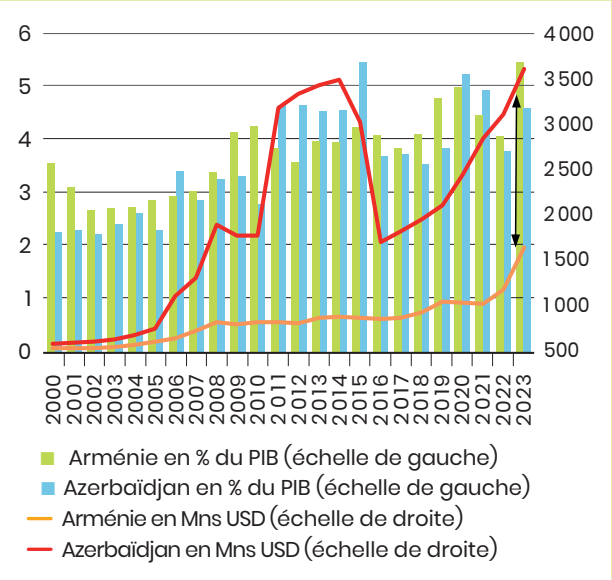
En matière de libertés civiles et politiques, l'Arménie affiche là encore de nets progrès. Cependant, les progrès de libéralisation de l'économie stagnent, l'oligarchie au pouvoir jusqu'en 2018 conservant un poids économique important, du fait d'une présence historique dans les secteurs stratégiques (énergie, transports, télécommunications, banques). Leur accès à la commande publique a néanmoins diminué et le Parlement s'est positionné début juillet en faveur d'une étatisation progressive de l'entreprise électrique du pays — Electric Networks of Armenia (ENA) — jusqu'ici détenue par une personne privée.

Cet élan de réformes institutionnelles a connu un net ralentissement en 2021, du fait d'une succession de crises externes (Covid-19, affrontements avec l'Azerbaïdjan en 2020, 2022 et 2023). Dans un climat d'incertitude persistante, les priorités gouvernementales demeurent centrées sur les enjeux de sécurité extérieure, ralentissant la conduite de réformes sociales et économiques.

L'Arménie est l'un des pays les plus enclavés au monde, en raison de la topographie de son territoire – aucune façade maritime, relief très montagneux et vallées encaissées –, du manque d'infrastructures modernes de transports, et surtout de son insertion géopolitique régionale : deux de ses quatre frontières sont fermées (avec la Turquie et avec l'Azerbaïdjan). Le différend centenaire avec l'Azerbaïdjan au sujet de Haut-Karabakh, enclave à l'Ouest de l'Azerbaïdjan qui était peuplée d'Arméniens séparatistes depuis sa déclaration d'indépendance en 1991, non reconnue par la communauté internationale, cristallise les tensions géopolitiques dans la région. L'escalade de tensions militaires avec l'Azerbaïdjan a culminé avec la très meurtrière guerre de 44 jours en 2020 qui a permis à Bakou de reprendre le contrôle de l'ensemble des régions tampons autour du Haut-Karabakh, puis en septembre 2023, avec l'offensive éclair de l'Azerbaïdjan et la reprise du territoire contesté. Les discussions régulières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont permis de déboucher sur un projet d'accord de paix annoncé en mars 2025, que l'Arménie souhaiterait signer prochainement.

Le risque d'une nouvelle escalade des tensions, notamment au sujet de l'épineuse question du corridor de Zanguezour, n'est pas à exclure, dans un contexte d'infériorité militaire de l'Arménie (voir graphique 2), et de processus de délimitation des frontières non achevé. Dans ce jeu géopolitique fragile et mouvant, l'Arménie réévalue sa stratégie de défense et l'architecture du système de sécurité dans lequel elle s'insère: le gel de sa participation à l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC) début 2024, la mise en place en 2022 d'une mission d'observation de l'UE (prorogée jusqu'en 2027) aux frontières avec l'Azerbaïdjan, la signature début 2025 d'une charte de partenariat stratégique avec les États-Unis ou encore la signature d'accords de coopération militaire entre la France et l'Arménie à l'été 2023 illustrent également cet approfondissement des liens stratégiques et militaires avec les partenaires européens et occidentaux. Le rapprochement politique du pays avec l'Union européenne s'accélère : l'initiation d'un processus d'adhésion à l'UE est ainsi à l'examen (adoption en première lecture par le Parlement arménien de la demande d'adhésion à l'UE), suite au lancement par la société civile d'une pétition sur l'adhésion à l'Union européenne, témoignant d'une aspiration européenne grandissante de la population et présageant ainsi d'un potentiel référendum sur la question.

Graphique 2 : Des dépenses militaires, croissantes, de plus en plus inégales

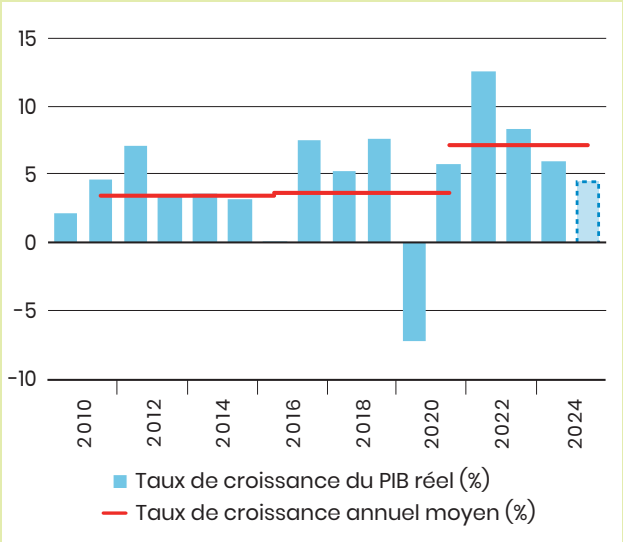


Source : Banque mondiale (WDI)

2. Une embellie conjoncturelle notable depuis 2022 sur fond de renforcement du cadre macro-économique

Le régime de croissance se caractérise par une forte exposition à la conjoncture économique de ses partenaires commerciaux et aux chocs externes, en raison de la petite taille de son économie et de son haut degré d'ouverture. La volatilité du cycle arménien est notamment fortement corrélée aux cycles économiques de son voisin russe, en raison de la prépondérance des échanges commerciaux, des flux d'investissement et des transferts de revenus issus de la migration de travail (la Russie est la première destination des travailleurs arméniens). **Le pays a bénéficié d'un *momentum* économique très favorable depuis 2022**, avec un pic de croissance économique exceptionnel à 12,6% cette même année grâce à l'activité économique générée par les 65 000 nouveaux migrants russes, qui s'est accompagnée de transferts d'argent (+200 % sur 2021-23), tirant à la hausse la consommation intérieure. La croissance est restée forte en 2023 (+8,3%) et en 2024 (+6%), soutenue également par une accélération de l'investissement privé et elle tend désormais à se normaliser.

Graphique 3 : Une croissance soutenue, qui tend à décélérer pour converger vers son potentiel

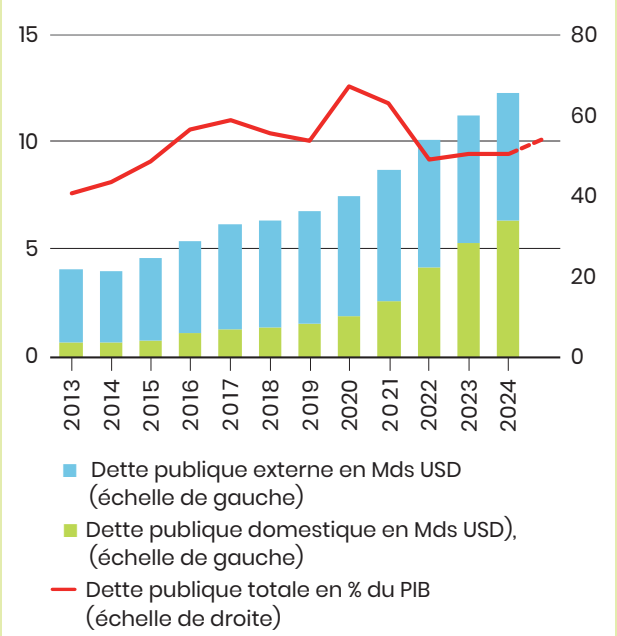


Source : FMI (WEO), calculs ECO

Cette croissance soutenue a permis une forte amélioration des métriques de soutenabilité budgétaires et externes.

En l'espace d'un quart de siècle, l'Arménie a amorcé une transition remarquable, réduisant sa dépendance à l'aide publique au développement, qui finançait la moitié des dépenses d'investissement au début des années 2000, au profit d'une mobilisation accrue de ressources non concessionnelles. En 2022, les financements concessionnels ne représentaient plus que 7 % du total. Cette transition s'est accompagnée d'une amélioration constante de la perception des investisseurs, comme en témoigne la diminution progressive du *spread* arménien sur les marchés internationaux.

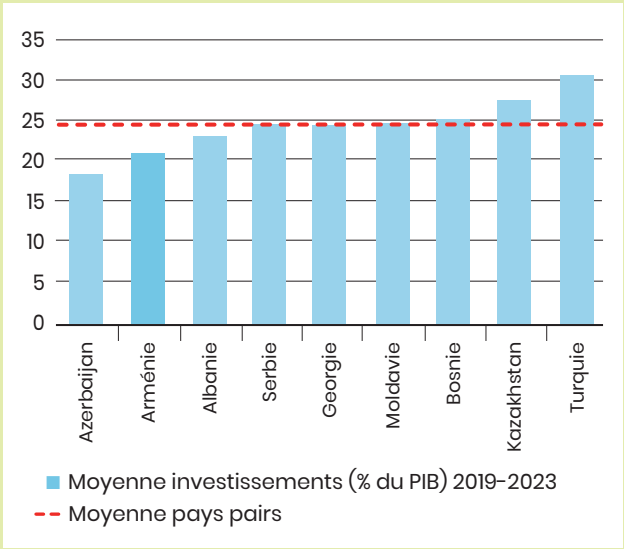
Graphique 4 :
Le ratio de dette est maitrisé



Source : FMI (WEO), Ministère des Finances de la République d'Arménie (MoF) calculs ECO

Les réformes engagées en matière de gestion des finances publiques, notamment dans le cadre du programme avec le FMI (*Stand-by Arrangement*), associées à une progression soutenue du PIB nominal, ont permis à l'Arménie de réduire significativement son ratio de dette publique sur PIB et donc d'améliorer la soutenabilité de sa dette publique. Le ratio d'endettement est passé de 67,4 % en 2020, au plus fort des crises sanitaire et politique, à 50,3 % en 2024. Cette trajectoire vertueuse a contribué à l'amélioration de la note souveraine du pays : les agences Fitch et S&P ont relevé la notation de B+ à BB- à l'été 2023. Cet assainissement budgétaire a permis à l'Arménie de dégager l'espace budgétaire nécessaire pour absorber des chocs significatifs, en particulier la prise en charge humanitaire et socio-économique de 100 000 réfugiés en provenance du Haut-Karabakh.

Graphique 5 : Le niveau d'investissement est faible en comparaison régionale



Source : FMI (WEO), calculs ECO

Cependant, des recettes fiscales relativement stables conjuguées à des dépenses publiques modérées mais fortement exposés aux chocs externes se traduisent ainsi par un déficit budgétaire structurel (-3 % du PIB en moyenne en 2010-19) et particulièrement fluctuant. En termes de structure de la dépense publique, les dépenses d'investissement ont sensiblement augmenté ces dernières années, représentant en moyenne 3,4 % du PIB entre 2016 et 2021, puis 4,9 % du PIB sur la période 2022-2024, soit environ 18 % des dépenses publiques. Cette dynamique devrait, à terme, permettre à l'Arménie de réduire son retard par rapport à ses voisins régionaux (voir graphique 5).

Depuis 2024, la politique budgétaire du gouvernement s'affiche expansionniste et devrait le rester, dans un contexte de concentration des dépenses d'investissement sur 2025/2026. Le déficit public, qui a représenté 3,8 % du PIB en 2024, devrait s'établir à 5,5 % en 2025, sous l'effet notamment des dépenses militaires (6 % du PIB dans le budget 2025), malgré des efforts pour accroitre les recettes. Les dépenses prioritaires du gouvernement s'orientent également sur la construction d'écoles, ainsi que l'amélioration des infrastructures liées à l'eau (réservoirs). Par ailleurs, l'accroissement de la charge d'intérêt de la dette publique, tirée par une dette domestique plus couteuse, contribue à alourdir le déficit budgétaire global du pays.

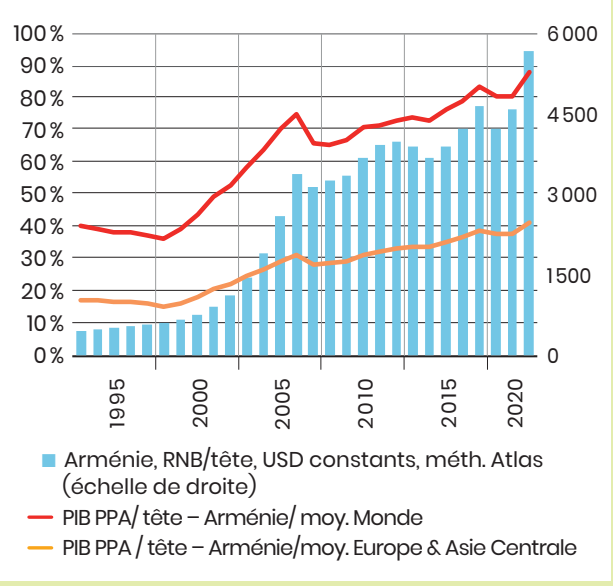
La position externe de l'Arménie s'est sensiblement renforcée depuis 2021, portée par la forte croissance des exportations de biens, en particulier miniers, et par l'essor de l'Arménie comme place de réexportation dans le contexte géopolitique régional. La balance des services affiche désormais un excédent solide, tandis que le déficit commercial s'est réduit à des niveaux historiquement bas. Le ratio de dette externe a également reculé sous l'effet combiné de la croissance soutenue et de l'appréciation du dram. Ces évolutions positives s'accompagnent toutefois de vulnérabilités persistantes. Le déficit courant, bien qu'en amélioration sur la période récente, devrait se creuser modérément à moyen terme sous l'effet du ralentissement des envois de fonds, d'une demande intérieure accrue et de besoins d'investissement élevés. La montée des tensions commerciales au niveau mondial représente un risque majeur pour l'Arménie, dont les comptes externes restent particulièrement sensibles à un retournement de la conjoncture internationale. Depuis 2022, la position externe du pays s'est améliorée, avec une progression rapide des réserves internationales, qui atteignent 3,5 milliards de dollars fin 2024, niveau jugé adéquat par le FMI (107 % de la

métrique ARA), dans un contexte de dette externe à un niveau contenu et progressant à un rythme stable. Enfin, le Stand-by Arrangement avec le FMI, aujourd'hui traité comme un programme de précaution, fournit un coussin de liquidité supplémentaire (24,12 Mlns USD) en cas de choc.

D'un point de vue structurel, le cadre macro-fiscal s'est renforcé ces dernières années et apparaît solide : la politique monétaire est apparue particulièrement adéquate, grâce à une forte réactivité de la Banque centrale d'Arménie (CBA) aux poussées d'inflation en 2022 et 2023. La flexibilité du taux de change et le renforcement du dram ont été un important vecteur de stabilité macroéconomique. D'un point de vue des finances publiques, les règles budgétaires adoptées par les autorités pour garantir la soutenabilité de la dette publique s'affichent prudentes. Enfin, les risques budgétaires apparaissent relativement encadrés et le pays dispose de coussins budgétaires pour faire face aux chocs externes, grâce à un fonds de réserve inscrit dans le budget (0,6 % du PIB), permettant de maintenir la stabilité du budget sur l'année et à un fonds de stabilisation (1,2 % du PIB) permettant en cas de besoin de financer le déficit budgétaire.

3. Les défis restent néanmoins nombreux pour cette petite économie vulnérable aux chocs externes

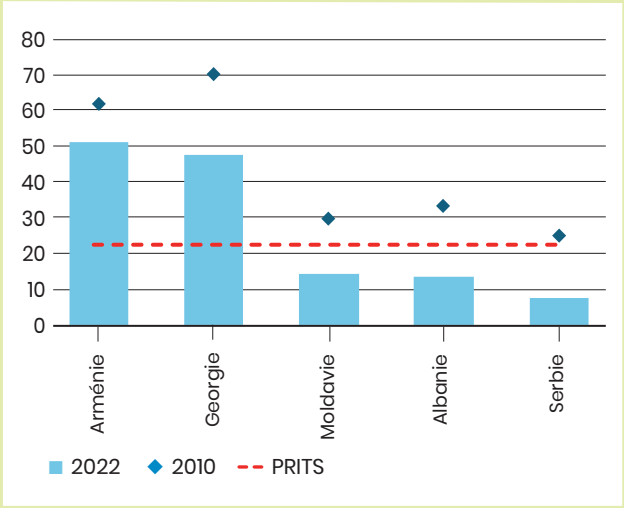
Graphique 6 : Une progression du revenu par tête en comparaison régionale



Source : Banque mondiale (WDI), Macrobond

Grâce à la croissance vigoureuse depuis 2022, le pays a connu un quasi-doublement de son PIB/habitant entre 2019 et 2024, passant de 4 596 USD à 8 517 USD courant. Néanmoins, les enjeux socio-économiques restent nombreux pour cette petite économie vulnérable. Malgré une baisse ces dernières années, le taux de pauvreté demeure élevé au regard du niveau de revenu par habitant du pays, et les chocs externes continuent de freiner les progrès socioéconomiques, en dépit du rôle amortisseur important joué par les transferts de la diaspora. Le taux de pauvreté au seuil de 6,85 USD s'élève à 51 %, soit presque 35 points de pourcentage de plus que des pays pairs (voir graphique 7), tandis que mesurée au seuil de pauvreté national, elle concernait 23,7 % de la population en 2023. Les disparités régionales sont particulièrement marquées, avec une concentration de la pauvreté en zones rurales (27 % de la population sous le seuil national). Ces indicateurs dégradés en matière de pauvreté s'expliquent notamment par un marché de l'emploi peu dynamique et une prédominance de l'informalité. L'Arménie présente en effet un des taux de chômage les plus élevés de la région (12,9 % de la population arménienne au T4 2024).

Graphique 7 : Le taux de pauvreté (seuil 6,85 USD) est très élevé



Source : Banque mondiale (WDI), Macrobond

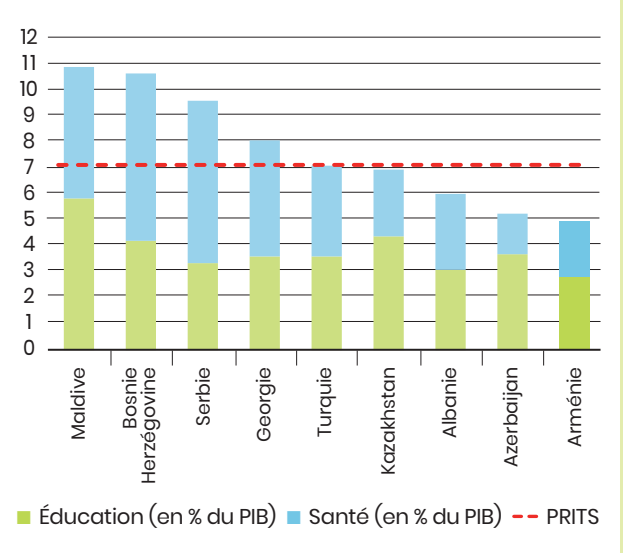
Le contexte démographique de cette petite économie de 2,9 millions d'habitants en 2024 est très défavorable et constitue un enjeu structurant pour le pays. Le pays subit les effets conjugués d'une faible natalité, d'un vieillissement de sa population et d'une émigration importante, notamment des jeunes travailleurs. La population devrait diminuer pour s'établir à 2,5 millions en 2050 (Nations Unies) et passer sous la barre des 2 millions dès 2079. Cette situation limite le potentiel de croissance, réduit la base fiscale et alourdit la charge des systèmes de santé et de retraite.

La faiblesse du capital humain en Arménie, apparaît comme un obstacle important à la croissance. L'investissement de l'Arménie dans l'éducation (graphique 8) est faible en comparaison régionale (2,6 % du PIB en moyenne en 2012 et 2022, contre 3,4 % en Géorgie, 4,1 % en Turquie, ou encore 6 % en Moldavie), pesant sur la productivité du travail.

Enfin, au-delà du stress géopolitique et de son impact sur l'environnement des affaires, le pays connait un enclavement important - le commerce transfrontalier n'est effectif qu'avec deux de ses voisins (l'Iran et la Géorgie), et le manque d'infrastructures de connectivité verrouille le potentiel de croissance. L'économie arménienne s'est toutefois largement ouverte depuis l'indépendance, et la stratégie de développement du pays vise la diversification du tissu économique et la stimulation du potentiel minier ou encore des filières destinées à l'export, pour un secteur secondaire qui ne représente aujourd'hui que 13 % du PIB. La structure économique repose essentiellement sur les services (61 % du PIB, contre 46 % en 2012), notamment les activités liées au commerce de gros et de détail, les activités immobilières et les activités financières, tandis que la part du secteur primaire a reculé depuis dix ans, le secteur agricole représentant 8 % du PIB (contre 18 % en 2012).

Enfin, des vulnérabilités structurelles menacent la résilience du pays. L'exposition aux sécheresses, au stress thermique et hydrique est très élevée, affectant la productivité agricole, les ressources en eau et les écosystèmes. Les dommages liés au climat ont coûté en moyenne 0,6 % du PIB par an ces 25 dernières années (CCDR). Les émissions de GES sont faibles (0,02 % des émissions mondiales), mais la forte dépendance au gaz (63 % du mix) et la vétusté du parc automobile alimentent une pollution de l'air aux coûts sanitaires élevés (estimés à 10,6 % du PIB). La stratégie du pays est assez ambitieuse, avec l'engagement de réduire ses émissions de 40 % d'ici 2030 (par rapport à 1990) et à porter les renouvelables à 60 % du mix d'ici 2040.

Graphique 8 : Les dépenses de santé et d'éducation restent faibles



Source : Banque mondiale
(Health Nutrition and Population Statistics)

Références bibliographiques :

Banque mondiale. (2024). *Armenia: Beyond boundaries – Unlocking potential for a sustainable tomorrow (Systematic Country Diagnostic).* Banque mondiale.

Banque mondiale. (2024, novembre). Arménie : Rapport sur le climat et le développement par pays. Banque mondiale.

BMI (Fitch). (2025, T2). *Armenia: Country Risk Report. BMI Research / Fitch.*

Comité statistique de la République d'Arménie (Armstat). (2024). Arménie – Aperçu de la pauvreté entre 2020 et 2023. Comité statistique de la République d'Arménie.

Friedrich Naumann Foundation for Freedom & Applied Policy Research Institute of Armenia (APRI). (2024, novembre). *The geopolitical future of the South Caucasus.*

Fonds monétaire international. (2023, juin). *Republic of Armenia: Strengthening state-owned enterprises accountability framework* (Rapport d'assistance technique). Fonds monétaire international.

Fonds monétaire international. (2023, décembre). République d'Arménie : Consultation au titre de l'article IV de 2023 (Rapport du FMI n° 23/416). Fonds monétaire international.

Fonds monétaire international. (2024, décembre). République d'Arménie : *First, Second, Third and Fourth review under the stand-by arrangement*, Fonds monétaire international.

Ministère des Finances de la République d'Arménie. (2024–2025). Bulletin de la dette publique. Gouvernement de République d'Arménie.

Liste des graphiques

Graphique 1 : La révolution de velours a marqué un changement de régime politique

Graphique 2 : Des dépenses militaires, croissantes, de plus en plus inégales

Graphique 3 : Une croissance soutenue, qui tend à décélérer pour converger vers son potentiel

Graphique 4 : Le ratio de dette est maitrisé

Graphique 5 : Le niveau d'investissement est faible en comparaison régionale

Graphique 6 : Une progression du revenu par tête en comparaison régionale.

Graphique 7 : Le taux de pauvreté (seuil 6,85 USD) est très élevé

Graphique 8 : Les dépenses de santé et d'éducation restent faibles

Liste des acronymes et abréviations

FMI : Fonds monétaire international

CBA : *Central Bank of Armenia*

WEO : *World Economic Outlook*

UE : Union européenne

WDI : *World Development Indicators*

Agence française de développement
5, rue Roland Barthes
75012 Paris I France
www.afd.fr

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1 000 titres et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares.
Pour un monde en commun.

Avertissement
Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation Ferrari

Date de fin de rédaction : 04/07/25

Crédits et autorisations
Licence Creative Commons
Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

Dépôt légal 3e trimestre 2025
ISSN 2116-4363
Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement :
editions.afd.fr